



Faire progresser le plaidoyer en faveur de la santé : Réflexions du CiSPHA sur la reconstitution de l'IDA 21

Le 27 juin 2024, la Plateforme de la société civile africaine pour la santé (CiSPHA) a organisé un webinaire régional axé sur la 21e reconstitution de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, prévue pour décembre 2024. Le webinaire a mis en lumière les efforts du Groupe de la Banque mondiale pour lutter contre la pauvreté et promouvoir la durabilité à travers les réformes en cours. Il a souligné le rôle crucial de la société civile dans le processus de reconstitution des ressources de l'IDA 21, en plaidant pour des approches collaboratives afin d'obtenir des résultats globaux en matière de développement. Les discussions ont également souligné le rôle important de l'IDA dans le soutien au développement de l'Afrique, en insistant sur la nécessité d'investir dans la préparation aux pandémies, la résilience et les stratégies de santé holistiques. Le webinaire a conclu en soulignant l'importance d'un engagement soutenu entre la société civile et les institutions financières mondiales pour influencer les politiques et favoriser le dialogue afin d'obtenir des résultats efficaces en matière de développement.

Perspectives de la Banque mondiale et de la 21e reconstitution des ressources de l'IDA

Xochitl Sanchez, directrice du secrétariat de l'Action Health Advocacy Partnership, a donné un aperçu des réformes et initiatives en cours au sein du Groupe de la Banque mondiale. Elle a mis en évidence les changements significatifs visant à renforcer l'institution, en soulignant leur importance pour relever les défis mondiaux, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays vulnérables. Mme Sanchez a souligné l'engagement de la Banque mondiale en faveur de la transformation, en déclarant : « La Banque procède à des réformes dans le but de devenir une meilleure banque », et a mis l'accent sur sa nouvelle vision pour « un monde sans pauvreté sur une planète vivable ». Les initiatives clés de ce programme de réforme comprennent la mise en œuvre d'un nouveau tableau de bord, le lancement de programmes de défis mondiaux et l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité opérationnelles.

Mme Sanchez a présenté le contexte de l'IDA, qui est la plus grande source de financement concessionnel externe pour les pays à faible revenu et les pays vulnérables. Elle a fait référence à un récent rapport de la Banque mondiale, intitulé « Le grand retournement », qui a révélé que « le revenu moyen par habitant dans la moitié des pays IDA a augmenté plus lentement que dans les pays riches », et a souligné les graves défis auxquels ces pays sont confrontés, notamment les taux élevés de faim, de malnutrition et de mortalité maternelle.

Revenant sur les réunions de printemps qui se sont tenues en avril, M. Sanchez a décrit les principaux événements et forums qui ont eu lieu, notamment le Forum mondial de l'IDA. Cet événement a permis d'engager les partenaires dans le processus de reconstitution des ressources de l'IDA 21, un cycle qui a lieu tous les trois ans. « La reconstitution des ressources de l'IDA 21 intervient à un moment où la Banque mondiale cherche à mettre en œuvre un certain nombre de réformes », a-t-elle indiqué. Mme Sanchez a détaillé le thème général de la proposition IDA 21 : « Mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable, en agissant avec urgence et ambition ». Le cadre englobe cinq domaines d'intervention – les populations, la planète, la prospérité, la numérisation et les infrastructures – et quatre objectifs : l'égalité des sexes, l'amélioration de l'emploi, l'amélioration de la vie des personnes en situation de fragilité, de conflit et de violence, et l'investissement privé.

Mme Sanchez a souligné l'importance d'impliquer la société civile et les autres parties prenantes dans le processus de prise de décision. Elle a noté que « l'engagement n'a pas été solide » tout au long du cycle de reconstitution des ressources de l'IDA, ce qui a conduit sa coalition et d'autres à demander à la Banque mondiale d'adopter une « approche globale du pays ». Cette approche impliquerait non seulement les hauts fonctionnaires, mais aussi la société civile et les parlementaires.

Soulignant l'un des événements phares des réunions de printemps, Mme Sanchez a mentionné une annonce importante faite par le président de la Banque mondiale, Ajay Banga : « un engagement à aider les pays à fournir des services de santé de qualité et abordables à 1,5 milliard de personnes d'ici 2030 ». Tout en se félicitant de cet engagement, Mme Sanchez a exprimé le souhait d'atteindre des objectifs encore plus ambitieux.

Calendrier et possibilités de reconstitution des ressources de l'IDA 21

La prochaine reconstitution des ressources de l'IDA 21 marque un moment décisif pour l'avenir du développement mondial, en particulier dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la préparation aux pandémies. Les parties prenantes disposent de plusieurs événements et opportunités clés pour s'engager et plaider en faveur d'engagements politiques essentiels :

- 8 juillet : Forum régional IDA de l'Afrique de l'Ouest au Bénin (hybride)
- 15 juillet : Moyen-Orient et Afrique du Nord (virtuel)
- 24 juillet : Europe et Asie centrale en Bosnie-Herzégovine (hybride)
- 22 octobre : Assemblées annuelles de la Banque mondiale à Washington
- Décembre : Conférence des donateurs pour la reconstitution des ressources de l'IDA 21 à Washington

En participant activement à ces événements et en saisissant les opportunités de plaider, les parties prenantes peuvent s'assurer que les domaines critiques reçoivent l'attention et le financement qu'ils méritent.

- Les parties prenantes devraient s'engager activement auprès de leurs adjoints IDA respectifs, des directeurs exécutifs de la Banque mondiale et des dirigeants des pays. L'échange de recommandations et de points de vue sur les priorités en matière de capital humain peut influencer les engagements politiques et financiers pour IDA 21.
- Plaider pour que les dirigeants des pays soutiennent le document officiel initié par le Brésil. Ce document officiel présente des priorités et des recommandations essentielles pour la reconstitution de l'IDA 21 et le fait d'obtenir un large soutien peut renforcer l'élan en faveur de ces initiatives.
- Une communication directe avec l'équipe IDA et les directeurs nationaux de la Banque mondiale peut fournir des informations précieuses et renforcer les efforts de plaider. L'établissement de ces liens peut contribuer à garantir que les besoins et recommandations spécifiques d'un pays ou d'une région sont pris en compte dans le cadre de l'IDA 21.

Renforcer la résilience et le développement : Réflexions d'Aggrey Aluso sur la voie à suivre pour l'Afrique

Lors d'un discours liminaire, la nécessité de renforcer la préparation et la résilience aux pandémies en Afrique a été soulignée. Aggrey Aluso, directeur de la région Afrique du Réseau d'action contre les pandémies (PAN), a fourni des informations cruciales sur les défis et les opportunités auxquels le continent est confronté. M. Aluso a souligné l'importance d'adopter une approche globale de la résilience, en particulier pour relever les défis interconnectés tels que les crises sanitaires, le changement climatique et les questions de développement.



« Le Réseau d'action pour la résilience en Afrique est en train d'émerger comme une plaque tournante pour un plaidoyer intégré dans divers domaines thématiques largement liés aux questions de résilience », a expliqué M. Aluso. Il a insisté sur la nécessité d'une synergie, en déclarant : « Il existe un besoin impérieux de ce que l'on appelle une approche de toute la société et de tout le gouvernement. Nos efforts n'auront un impact maximal que s'ils sont poursuivis de manière interconnectée et délibérément synergique. »

Une grande partie de la discussion a porté sur la reconstitution des ressources de l'IDA et sur son rôle essentiel dans le développement de l'Afrique. M. Aluso a souligné l'importance de l'IDA en indiquant que « l'IDA est l'une des sources les plus importantes de financement multilatéral du développement. Soixante-quinze pour cent des fonds qu'elle mobilise vont aux pays africains, huit des dix premiers emprunteurs étant des nations africaines ». Cette forte dépendance à l'égard de l'IDA souligne son rôle central dans le soutien aux initiatives de développement du continent.

Réfléchissant au lien entre la santé et le développement économique, M. Aluso a cité une observation profonde du Dr Halfdan Mahler, ancien directeur général de l'OMS : « La santé est un droit humain fondamental et devrait être accessible à tous. Elle devrait être l'objectif premier du développement économique, et non un simple moyen secondaire ». M. Aluso a souligné que « le COVID-19 nous a douloureusement montré que le fait de négliger la santé en tant qu'investissement stratégique conduit à l'échec dans toutes les dimensions, y compris économique ».

1. Aluso a également abordé le rôle des organisations de la société civile (OSC) dans la promotion de l'amélioration du financement de la santé et du développement. Il a souligné les défis posés par les efforts simultanés de reconstitution des ressources mondiales d'entités telles que le Fonds africain de développement, GAVI et l'OMS, en insistant sur le fait que « les OSC jouent un rôle essentiel dans le processus de reconstitution des ressources de l'IDA. Nous devons tirer parti des demandes des dirigeants africains pour un meilleur financement et veiller à ce qu'une reconstitution solide ne compromette pas d'autres sources de financement vitales ».

La discussion a souligné l'importance de l'investissement stratégique dans la santé et la résilience, de l'utilisation efficace des ressources et de l'amélioration de la gouvernance. Comme l'a bien résumé M. Aluso, « nous devons optimiser nos ressources, tant nationales que provenant de sources telles que l'IDA, afin de garantir un développement durable et d'être prêts à relever les défis à venir ».



Rosemary Mburu, directrice exécutive de WACI Health, a souligné l'importance d'un engagement continu entre les OSC et les principales institutions financières telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Elle a insisté sur la nécessité pour les OSC de tirer parti des financements de la Banque mondiale et du FMI par un dialogue et une participation continus. Mme Mburu a souligné que le Forum politique de la société civile (CSPF) de la Banque mondiale et du FMI était essentiel. Ce forum, qui fait partie intégrante de leurs assemblées de printemps et annuelles, offre aux OSC une plateforme dédiée pour présenter leurs préoccupations, leurs priorités et leurs propositions. Elle a encouragé les OSC à profiter de cette occasion pour influencer les politiques et favoriser le dialogue sur des questions essentielles.

Le Forum politique de la société civile organise des sessions et des événements parallèles lors des réunions de la Banque mondiale et du FMI, et l'appel à propositions pour les prochaines assemblées annuelles a été annoncé récemment. Les OSC ont moins de deux mois pour soumettre leurs propositions et M. Mburu, qui fait partie du groupe de travail du Forum politique de la société civile, a souligné l'importance de soumettre des propositions solides et collaboratives. Les propositions ont plus de chances d'être acceptées lorsqu'elles impliquent des partenariats entre plusieurs organisations ou coalitions.

Mburu a conseillé aux OSC d'aligner leurs propositions sur les politiques de la Banque mondiale et du FMI, en se concentrant sur la responsabilité, la transparence et les politiques d'endettement. Les propositions doivent cibler les domaines dans lesquels les institutions peuvent apporter des contributions ou des améliorations significatives. Des informations détaillées et les directives de soumission sont disponibles sur [le site web du Forum politique de la société civile](#).

Soulignant l'importance de la transparence et de la responsabilité pour un engagement efficace, Mme Mburu a appelé à une plus grande implication des communautés et des OSC dans les processus de la Banque mondiale et du FMI. Malgré une certaine rigidité institutionnelle dans les politiques d'engagement, elle a souligné la nécessité d'un plaidoyer persistant pour promouvoir des pratiques plus inclusives.

[Read More](#)
